



520, rue de Dave  
5100 Jambes  
Tél. : 081/30.36.90

## Communiqué de presse 2 octobre 2009

# Prolonger le nucléaire : l'erreur historique

Le ministre socialiste de l'Energie, Paul Magnette, veut maintenir en activité les trois vieux réacteurs nucléaires – Tihange 1, Doel 1 et 2 – qui devaient fermer en 2015, après quarante années d'existence. Il veut les faire tourner dix ans de plus... Juste pour combler les trous dans le budget de l'Etat laissés par la crise économique et financière !

### **Forfaiture ?**

Les écologistes parlent de forfaiture. Ca veut dire quoi, forfaiture ? Ca veut dire « violation de serment, manque de loyauté ». Rappelons qu'en 2003, notre pays avait adopté une loi sur la sortie du nucléaire prévoyant la fermeture de nos sept centrales atomiques – trois à Tihange et quatre à Doel, près d'Anvers – dès qu'elles entreront dans leur quarantième année de service, soit entre 2015 et 2025. Donc, 2015 pour les trois premières : Tihange 1, Doel 1 et 2. Depuis le lobby nucléaire fait pression sur notre gouvernement pour qu'il mange sa parole. Apparemment, ce serait donc chose faite, en contrepartie – vive le réalisme en politique ! – d'une petite fraction de la rente colossale que procurent des infrastructures déjà payées par le contribuable et par le consommateur d'électricité. Et dans l'attente – dix ans de délais, c'est toujours bon à prendre ! – de ce que coûtera encore au contribuable le démantèlement de ces usines atomiques de la mort budgétaire... Mais peu importe le désastre pour notre environnement et nos finances publiques, pourvu qu'il y ait de l'activité et de la croissance, que nos cheminées fument et que nos voitures roulent... S'il faut être cyniques, soyons-le jusqu'au bout.

### **Le citoyen est le grand perdant !**

Donc, en raccourci, il aura suffi que des banquiers se comportent comme des brigands pour que la grande industrie et le patronat international obtiennent ce qu'ils réclamaient depuis longtemps : un rabiot d'électricité à bon marché pour prospérer au détriment de la qualité de la vie de chacun d'entre nous. Car que devient le citoyen, dans tout cela ?

Le citoyen, en dépit de ce qu'ose prétendre la propagande éhontée du *Forum nucléaire* – « *Renoncer au nucléaire ? Et à Kyoto aussi ? Non peut-être...* » – est

évidemment le dindon de la farce : il a payé très cher ces bibelots d'un autre âge, cette technologie sans avenir (voir *Le nucléaire en déclin un peu partout dans le monde*, dans l'*Echo* du 25 septembre 2009) financée par le contribuable, et il paiera encore le jour où ils partiront enfin à la retraite. Car personne n'osant évidemment se risquer à évaluer la réalité du passif nucléaire, il ne fait guère de doute que ce qui est déjà provisionné sera largement insuffisant.

Bref, nous continuons à scier avec obstination la branche sur laquelle nous poussons les générations futures, et nous tronçons d'ailleurs allègrement le tronc avec – nous léguons des déchets impossible à retraiter, des centrales vieillissantes et dangereuses, un personnel de l'atome démotivé et surexploité depuis la privatisation de l'électricité... – simplement parce qu'une brochette d'experts en cols blancs a décrété que « *les objectifs que doit atteindre notre pays en matière de réduction de la consommation et de développement des énergies renouvelables à l'horizon 2020, ne suffisent pas à combler le déficit de production dans le cas où ces trois réacteurs devraient être fermés en 2015 comme prévu par la loi de 2003.* »

Nul n'imagine évidemment, un seul instant, que la production d'énergie pourrait décroître un peu – c'est-à-dire arrêter de croître sans cesse – et qu'il soit possible de vivre sans consommer toujours plus. En fait, si. Le citoyen, lui, l'imagine de mieux en mieux. Mais comme il en va de la compétitivité de nos entreprises, de la croissance, point barre, le débat est clos. Le citoyen n'a plus voix au chapitre ; qu'il soit heureux de consommer et surtout qu'il se taise.

## **Une politique énergétique à la « va-comme-je-te-pousse »**

Car si nous parlions, juste un peu, de ce dont il est vraiment question, c'est-à-dire d'une politique énergétique digne de ce nom, d'une vraie politique énergétique pour le citoyen belge du XXI<sup>e</sup> siècle ? Soyons juste, Paul Magnette y pense.

Dix ans de sursis pour les trois dinosaures récidivistes du nucléaires – mais combien pour les autres tyrannosaures de Tihange 2 et 3, et les ptérodactyles de Doel 3 et 4 ? – ne seraient envisageables que moyennant des engagements clairs et précis des producteurs d'électricité nucléaire à l'égard de l'Etat belge : investissements massifs dans le renouvelable et l'efficacité énergétique, programmes de recherche et développement dans les nouvelles technologies liées à l'efficacité énergétique et à l'environnement, et on en passe et des meilleures...

Pourtant... Ne pas toucher à ce « monstre centralisateur » qu'est le nucléaire empêchera inmanquablement de poser la question d'une énergie vraiment citoyenne, c'est-à-dire d'une énergie produite par et pour le consommateur en fonction de ses besoins réels, et surtout à un coût qu'il maîtrise. Aujourd'hui, l'électricité la moins chère – et de loin ! – est celle que proposent des coopératives actives dans le renouvelable, telles qu'*Ecopower*, en Flandres. Le politique doit donc tout faire pour que de telles initiatives se développent ; il doit tout faire surtout pour que le réseau de distribution soit adapté rapidement en fonction des nécessités de ces énergies de proximité, de ces énergies en circuit court... Car ne pas poser la question de la décentralisation de l'énergie, celle des initiatives locales et citoyennes, c'est rouler pour les lobbies qui poussent à la surconsommation – et là, banques, industrie et lobbies énergétiques ont évidemment parties liées, ce n'est certainement

pas du poujadisme que de l'affirmer – et qui s'évertuent à déresponsabiliser le consommateur, à l'infantiliser...

## **Une vision de société, d'urgence !**

Alors, redisons-le haut et fort. Le nucléaire n'est pas une vision de société ! C'est un cul-de-sac, une impasse tragique ! Car qu'advient-il, en 2085, lorsque nous fermerons notre dernière centrale après cent dix ans d'existence – et en admettant qu'aucune d'elle n'ait eu le mauvais goût de se volatiliser toute seule ? Nous accuserons un retard abyssal dans le développement des énergies renouvelables, les seules qui soient vraiment durables, car nous aurons continué à surconsommer bêtement, autant qu'il nous aura été possible de produire. Cela n'a rien d'absurde, c'est exactement ce que nous faisons depuis 1975...

*Nature & Progrès* estime donc que la loi de sortie du nucléaire, adoptée par l'Etat Belge en 2003, doit absolument être appliquée comme prévu, en dépit de ce que propose aujourd'hui le ministre Magnette. Une politique énergétique digne de ce nom se mène à très long terme, et pas en pilotant à vue au gré d'intérêts particuliers et en fonction des vents mauvais qui agitent, par moment, nos budgets publics. Et jongler avec les chiffres, ainsi que le font les experts de tous poils, ne tient lieu ni de courage politique, ni de vision de société.

Francis Giot  
Président

Marc Fichers  
Secrétaire Général

Pour toute information complémentaire :

***Nature & Progrès asbl***  
**520 rue de Dave - 5100 Jambes**  
**Tél. : 081/30 36 90 - Fax : 081/31 03 06**  
**[natpro@skynet.be](mailto:natpro@skynet.be) - [www.natpro.be](http://www.natpro.be)**